



Solidaires

ET INTERNATIONALISTES!

Activités internationales de l'Union syndicale Solidaires : les actualités mensuelles

#147 – Février 2026 Spécial Mexique

En décembre 2025 et janvier 2026, trois camarades de l'Union syndicale Solidaires se sont rendus au Mexique, avec l'objectif de reprendre contact avec des syndicats avec lesquels nous étions en lien, d'en rencontrer de nouveaux. La période choisie permettait de participer à différentes initiatives, y compris avec des mouvements autres que syndicaux (associations de défense des droits humains, de femmes, zapatistes, ...). Il s'agissait d'une délégation du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, un camarade de la CGT de l'Etat espagnol étant également présent.

Le syndicalisme mexicain - La « réforme » de 2019

Il existe différents types de syndicats : les syndicats professionnels, les syndicats d'entreprise, les syndicats industriels (plusieurs entreprises du même secteur), les syndicats nationaux d'industrie, les syndicats de métiers (comptant moins de 20 travailleurs de la même profession dans une même municipalité), les syndicats industriels d'État. Le taux d'affiliation à un syndicat, pour celles et ceux qui ont un emploi formel (la majorité travaille dans l'économie dite informelle, souvent non déclarée) varie selon les sources. Les chiffres du gouvernement font état de 12,7 % du total des travailleurs (sans donner plus de détails) et seraient en augmentation (selon cette même source gouvernementale) après la réforme de la loi fédérale sur le travail imposée par le président Obrador le 1er mai 2019. Cette réforme établissait quelques règles qui sont les minimas appliqués depuis longtemps dans d'autres pays démocratiques : le vote libre, personnel et secret, les négociations collectives et la transparence des syndicats. Mais il s'agit là de la théorie et, de plus, cette réforme n'était pas une initiative du parti au pouvoir ou du président Obrador à l'époque, mais une exigence pour la signature des traités dits de libre-échange avec les États-Unis et le Canada.

Les premiers syndicats au Mexique ont été créés en 1872 par des groupes de travailleurs du textile et des mines. Ils constituent le Grand cercle national des ouvriers du Mexique contre lequel gouvernement et patronat se dressent. En 1911, la Confédération nationale des travailleurs est créée, mais le gouvernement de Carranza l'a déclaré illégale en 1916, marquant ainsi la fin de la première étape du syndicalisme au Mexique. Pour l'histoire du mouvement ouvrier et populaire au Mexique, voir [la revue internationale Solidaires n°9](#).

Jusqu'en 2019, comme dans plusieurs autres pays d'Amérique latine, il ne pouvait y avoir qu'un syndicat par entreprise ; depuis cette loi, il peut y en avoir deux.

Un exemple de cette « grande réforme » selon laquelle les syndicats ne pourraient plus être instrumentalisés par le gouvernement en place ou par le patronat, est l'article 110 qui établit que [le paiement des cotisations syndicales](#), selon la section VI, peut être supprimé si le travailleur ou la travailleuse demande par écrit qu'elles ne soient plus prélevées. Dans ce cas, l'employeur a l'obligation de respecter la volonté ainsi exprimée. Mais la réalité est que, avec la complicité de l'employeur, le syndicat peut continuer à prélever les cotisations sur les salaires, que le travailleur ou la travailleuse le veuille ou non ; divers témoignages recueillis le démontrent.

Un syndicalisme fortement corrompu

Les principaux obstacles pour les travailleurs qui souhaitent adhérer à une organisation syndicale sont la criminalisation, la répression au travail, voire le licenciement, et aussi la méfiance à l'égard des syndicats. S'organiser pour négocier collectivement les salaires, les conditions de travail et diverses prestations prévues par la loi peut être très risqué dans ce pays. Par ailleurs, la méfiance à l'égard des organisations sociales est très forte au Mexique. Les syndicats sont clairement répartis en deux groupes distincts : les syndicats corrompus (*charros*¹) et les syndicats combatifs.

Dans le premier groupe, on trouve les organisations qui s'alignent sur l'État et/ou les patrons. Ce sont notamment les fédérations ou centrales. Quant au second groupe, il s'agit généralement de sections dissidentes de ces organisations ou de syndicats indépendants qui s'organisent pour défendre véritablement les droits des travailleurs et travailleuses. Les histoires de manque de transparence, de mauvaise gestion des ressources et de scandales financiers des syndicats sont nombreuses au Mexique, plusieurs d'entre elles citant nommément des personnes qui occupent aujourd'hui un siège au Congrès².

Parmi les derniers scandales, on peut citer ce qui concerne la Confédération autonome des travailleurs et employés du Mexique (CATEM³). Cette confédération est l'une des plus grandes organisations du Mexique. Le secrétaire à l'organisation de la CATEM, Edgar Rodríguez, a été accusé d'extorsion à l'encontre de producteurs agricoles, de commerçants et de transporteurs à Durango et à Coahuila. Le député et secrétaire général du parti présidentiel MORENA (Mouvement de régénération nationale), Pedro Haces, a nié l'affiliation de l'accusé à cette organisation, bien qu'il existe de nombreuses preuves de celle-ci. Mais Haces lui-même fait l'objet d'accusations d'enrichissement illicite, d'extorsion et de liens avec le crime organisé.

Le syndicalisme indépendant

Les organisations syndicales sont nombreuses et divisées, ce qui affaiblit leur pouvoir de négociation en raison du nombre réduit de leurs adhérent·es. Certaines se sont regroupées, afin de mener leurs combats.

La Nouvelle centrale des travailleuses et des travailleurs (NCT⁴), née en 2014 après un processus fondateur entamée en 2011, regroupe 60 organisations dont le Syndicat mexicain des électriciens (SME⁵), la Coordination nationale des travailleurs et travailleuses de l'éducation (CNTE⁶), des syndicats du transport, une confédération de coopératives, des organisations de retraité·es, de paysans et paysannes, d'universitaires, etc. Dès la création de la NCT, Solidaires a tenté de nouer des liens ; ceux-ci sont demeurés assez distendus mais n'ont jamais été rompus.

Le Syndicat mexicain des électriciens est un symbole historique du syndicalisme indépendant dans le pays. Fondé en 1914, à l'apogée de la révolution mexicaine, Il a maintenu son indépendance, résistant à toutes les tentatives de le soumettre ou de l'acheter. En octobre 2009 le gouvernement mexicain a dissous l'entreprise d'électricité Luz y Fuerza del Centro, laissant plus de 44 000 travailleurs et travailleuses sans emploi. Depuis, le SME n'a jamais cessé la lutte

¹ C'est le terme utilisé au Mexique. Cela vient du fait que l'un des premiers dirigeants du syndicat des cheminots, imposé par le gouvernement de Miguel Alemán, pratiquait ce sport-spectacle de cow-boys.

² Parlement fédéral mexicain.

³ *Confederación Autónoma de Trabajadores y Empleados.* www.facebook.com/p/Coordinadora-Nacional-de-Trabajadores-de-la-Educaci%C3%B3n-100054726191764/

⁴ *Nueva Central de las y los Trabajadores.* www.nuevacentral.mx

⁵ *Sindicato Mexicano de Electricistas.* www.sme.org.mx

⁶ *Coordinadora Nacional de Trabajadores de la Educación.* www.facebook.com/CNTE.enlace



pour la création d'un service public de l'électricité, intégrant les coopératives de production et de distribution d'électricité qu'il gère. Des négociations sont en cours. Le SME jouit d'un prestige certain auprès des autres forces syndicales indépendantes mexicaines et, plus largement, des mouvements sociaux qu'il soutient régulièrement. Le 15 décembre 2025, le SME tenait une assemblée générale, à l'occasion de 111^{ème} anniversaire ; la délégation du Réseau syndical international de solidarité et de luttes y a assisté.

La Coordination nationale des travailleurs et travailleuses de l'éducation est un exemple d'organisation syndicale qui défend les droits des travailleurs et travailleuses. Elle rassemble une partie du Syndicat national des travailleurs et travailleuses de l'éducation (SNTE⁷). En mai 2025, environ 30 000 travailleurs et travailleuses de l'éducation sont descendu·es dans la rue pour exiger, entre autres, l'abrogation de la loi ISSTE de 2007 (qui a privatisé les fonds de retraite de ce secteur, les *Afores*). C'était l'une des promesses de campagne de la présidente élue en 2024, Claudia Sheinbaum. Une fois au pouvoir, elle a déclaré que la situation budgétaire ne permettait pas de revenir en arrière. La réalité est que les *Afores* ont accru la fortune du millionnaire Salinas Pliego, grâce à sa banque *Banco Azteca* qui gère 25 % des fonds destinés à l'éducation, tandis que les travailleurs et travailleuses perdaient une partie importante de leur retraite.



Une autre revendication clé de la CNTE est l'abrogation de la contre-réforme de l'éducation, qui a débuté en 2012 avec une modification de la Constitution. Sous couvert d'amélioration du système, il s'agit de mettre en place l'évaluation constante des enseignants et enseignantes des écoles publiques ; c'est ce que promeut depuis les années 1990 l'OCDE (Organisation de coopération pour le développement économique) et, au Mexique, l'organisation patronale Mexicanos Primero. En réalité, le but est de préparer le « capital humain » au service du système productif. Depuis 2012, des manifestations contre cette loi ont eu lieu dans tout le pays, avec des situations très tendues, comme la fermeture des frontières avec les États-Unis ; de même au Chiapas ; à Oaxaca, 12 personnes ont été tuées lorsque la police a tiré sur les manifestants et manifestantes. Depuis le 1er janvier 2026, les évaluations sont mises en œuvre et les enseignant·es peuvent être licencié·es. L'évaluation sera uniforme, alors qu'il s'agit d'un pays qui compte 60 cultures et des conditions de vie très diverses. Depuis les années 90, tous les gouvernements dits libéraux avaient tenté de mettre en œuvre cette contre-réforme. La « gauche » l'a fait.

La délégation était invitée à la rencontre nationale organisée par la CNTE à Morelia (Michoacán), à l'occasion de son 46^{ème} anniversaire et s'est exprimée devant les congressistes. Réfutant les accusations du gouvernement actuel, qui accuse la CNTE de pactiser avec la droite,

⁷ Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación. www.snte.org.mx

les militantes et militants ont affirmé « l'indépendance politique de la CNTE vis-à-vis de la bourgeoisie, de son État et des partis politiques ».

Le processus qui a abouti à la création de la CNTE dans l'État de Durango, au nord du pays, est intéressant. Dans les années 1970, l'exode rural a été important. Des militants et militantes ont occupé des terres agricoles abandonnées par leurs propriétaires et créé des *colonias*⁸. Les terres ont été réparties en lots, permettant l'installation de familles. Ensuite, ils construisaient entièrement le quartier : maisons, écoles, installation de l'électricité, de l'eau, etc. Les décisions se prenaient en assemblées générales, pour l'existant mais aussi, par exemple, pour les nouveaux terrains à occuper. La police n'entrant pas dans ces quartiers. Les militantes et militants faisaient des tournées dans la région, pour faire connaître leurs réalisations et inciter à rejoindre ce mouvement de quartiers populaires et autogérés. La dynamique s'est étendue dans l'état de Durango mais aussi au-delà, notamment dans l'état de México.



Dans les années 1980, a été créée la Coordination nationale du mouvement urbain populaire (CONAMO). A son origine, il y a beaucoup d'ex étudiant·es, resté.es actifs/ves après 1968 ; celles et ceux qui, auparavant partaient dans les campagnes pour « se rapprocher du peuple » sont revenu·es en ville, accompagnant l'exode rural. D'autres étaient déjà instituteurs ou institutrices dans ces quartiers.

Ce sont ces mêmes groupes qui créent la Coordination nationale des travailleurs de l'éducation (CNTE) en 1979, appelée au début Coordination nationale Plan Ayala, du nom du plan proposé par Emiliano Zapata lors de la Révolution mexicaine pour dénoncer le président Madero qui trahissait la cause paysanne).

En janvier 2026, certain·es enseignant·es n'avaient pas perçu leur salaire depuis août 2025. La secrétaire de la CNTE de l'état de Durango est trainée en justice, suite à l'occupation d'un bureau au sein duquel un haut fonctionnaire a été retenu.

La délégation s'est rendue au 43ème anniversaire de la Section 11 de la CNTE de Mexico. Cette section regroupe des syndicalistes et d'autres organisations pour former le groupe Personnel de soutien et d'assistance à l'éducation⁹, basé à Mexico. Ils travaillent par assemblées et les délégué·es se réunissent tous les samedis. De la Section 11 de la CNTE provient aussi le Bloc des délégations démocratiques¹⁰, un collectif de travailleurs et de travailleuses créé pour défendre leurs droits au sein des écoles de Mexico.

⁸ Quartiers.

⁹ Personal de Apoyo y Asistencia a la Educación.

¹⁰ Bloque de Delegaciones Democráticas del Instituto Politécnico Nacional.

Le Syndicat des travailleurs de l'université nationale autonome du Mexique (STUNAM¹¹) est un centre de recherche qui appartient à l'UNAM, université publique la plus prestigieuse du pays. Ce centre est autonome même s'il est affilié à l'UNAM. Proches des zapatistes, ses économistes publient des analyses pour informer le public.

Le Syndicat des travailleurs de l'éducation moyenne et supérieur, collège d'études scientifiques et technologie de l'état de Durango (STEMSCECyTED¹²) a été créé par des militantes et militants soucieux de rompre avec le syndicat corrompu. Depuis trois ans, il se bat pour sa reconnaissance légale et l'accès au droit syndical.

Le Syndicat indépendant des travailleurs de l'institut mexicain de technologie de l'eau (SITIMTA¹³). Ce syndicat compte environ 350 adhérent·es avec des postes hautement qualifiés ; iels travaillent plus de 50 disciplines sur la consommation de l'eau dans l'agriculture, la purification, les barrages, les systèmes d'irrigation. Le SITIMTA lutte pour les droits des travailleurs et travailleuses de l'Institut, mais aussi contre la privatisation de l'eau (déjà effectuée dans 5 régions du Mexique), pour la santé des personnes directement affectées par la contamination de l'eau, notamment à travers des métaux utilisés pour le fragmention hydraulique. Iels agissent sous différentes formes : piquets devant la chambre de député·es, programmes de MasterClass où iels enseignent tout ce qui concerne l'eau, information auprès des populations après des vérifications en laboratoire, etc.



Force indépendante des travailleuses de la santé (FINTRAS¹⁴) est un petit syndicat de la santé qui travaille en parallèle avec la CNTE. Sa secrétaire, le docteur Belén Benítez, a été renvoyée à cause de son travail syndical. L'organisme public dont dépend ce syndicat de la santé a interdit toute négociation avec la FINTRAS. Le licenciement de leur secrétaire a découragé beaucoup de celles et ceux qui s'étaient mobilisé·es pour défendre leurs droits, mais un poignée continue à se battre avec le soutien de la CNTE.

Il existe également d'autres types d'alliances, comme le Front populaire révolutionnaire (FPR¹⁵), d'obédience marxiste-léniniste, qui compte également parmi ses membres des groupes de paysans, d'ouvriers, de jeunes, de syndicats et de coopératives, et qui est également lié à la NCT.

Les récents mouvements sociaux

Au cours de 2025, les manifestations des mouvements sociaux, syndicaux, se sont multipliées au Mexique. Des défenseur·es des droits humains et de la terre (écologistes, Greenpeace Mexique, Assemblée écologiste populaire, Connexions climatiques), en passant par les Mères

¹¹ Sindicato de Trabajadores de la Universidad Nacional Autónoma de México. www.stunam.org.mx

¹² Sindicatos de Trabajadores de Educación Media Superior del Colegio de Estudios Científicos y Tecnológicos del Estado de Durango. www.facebook.com/profile.php?id=61553363916865

¹³ Sindicato de Trabajadores del Instituto Mexicano de Tecnología del Agua. www.sitimta.mx

¹⁴ Fuerza Independiente de Trabajadores de la Salud. www.facebook.com/profile.php?id=61553630031078#

¹⁵ Frente Popular Revolucionario. www.frentepopularmx.org

chercheuses¹⁶, l'Association nationale des transporteurs (ANTAC¹⁷), le Front national pour la sauvegarde de l'agriculture mexicaine (FNRCM¹⁸) et une « Génération Z¹⁹ ».

Les occupations d'établissements d'enseignement supérieur se sont multipliées en août et septembre. On parle de 70 manifestations rien que dans ce secteur. Les points cruciaux des revendications sont généralement de meilleures conditions de travail pour le personnel, plus de sécurité et la dénonciation du sexe. Les revendications des différentes organisations sont diverses, tout comme leurs stratégies, mais la plupart convergent vers le refus de s'aligner sur l'État ou les intérêts du capital. Cela s'est vu en novembre lorsque les chauffeurs routiers se sont joints aux producteurs agricoles pour bloquer les routes afin de protester contre la contre-réforme de l'eau et d'exiger de meilleures conditions de sécurité²⁰. Et ils annoncent de nouvelles mobilisations si leurs conditions ne s'améliorent pas.



Ce sont l'ANTAC et le FNRCM qui ont organisé des blocages des routes dans 28 des 32 états qui constituent le Mexique. Les transporteurs demandant plus de sécurité dans les routes, et les petits agriculteurs, d'avoir l'accès à l'eau et de pouvoir vendre leurs produits à des prix raisonnables. Le traité de libre-échange avec les Etats-Unis d'Amérique et le Canada fait que les produits étatsuniens sont artificiellement très bas, à cause des subventions de leur Etat. Les agriculteurs mexicains accusent leur gouvernement de laisser tomber les producteurs nationaux, en plus d'aggraver la crise hydrique. Par rapport à la réforme concernant l'eau, le principal problème réside dans le fait que la nouvelle législation interdit l'achat et la vente entre particuliers, ou la transmission par héritage, de concessions d'eau; celles-ci devraient être restituées à l'État afin que la CONAGUA (Commission nationale de l'eau) puisse les réattribuer. Le gouvernement affirme que cette mesure permettra de mettre fin au marché illégal des concessions, mais les paysans disent que sans ces permis, leurs terres perdent de leur valeur et ne peuvent être ni transmises par héritage ni vendues. La loi exige également que les utilisateurs d'eau disposent d'infrastructures durables et économiques, ce qui représente un coût élevé pour les

¹⁶ Madres buscadoras. www.facebook.com/groups/1252598772778865

¹⁷ Asociación Nacional Transportista. Il s'agit, de fait, d'un syndicat de chauffeurs routiers et autres opérateurs du transport de marchandises. www.facebook.com/profile.php?id=100064783686002#

¹⁸ Frente Nacional por el Rescate del Campo Mexican.

www.facebook.com/FrenteNacionalparaelRescatedelCampoMexicanoFNRCM/about

¹⁹ Dans la « Génération Z » mexicaine, étaient représentées la droite nationale, incarnée actuellement par Ricardo Salinas Pliego, le parti politique PAN et l'extrême droite internationale Atlas Network, qui ont appelé à manifester par l'intermédiaire de jeunes influenceurs. L'assassinat en public d'un maire de Michoacan a servi de prétexte pour organiser une manifestation, qui s'est caractérisée par une participation minimale des jeunes. Si des organisations de gauche étaient présentes, il y a eu, fait rare au Mexique, une large participation de la droite, de l'extrême droite et de personnes qui manifestaient pour la première fois.

²⁰ Les conducteurs des camions de marchandises sont exposés au vols, kidnappings et extorsions. Toutes les 47 minutes un conducteur se fait voler la marchandise. Il y aurait une centaine de transporteurs disparus. L'extorsion vient des tests médicaux qu'ils doivent faire pour continuer à exercer : on leur demande l'équivalent de presque 500€.

petits et moyens producteurs, les désavantageant par rapport aux grandes entreprises agro-industrielles. En outre, la réforme vise à garantir le droit humain à l'eau et à donner la priorité à l'usage domestique et public, par rapport à l'usage industriel et agricole en cas de pénurie. Les experts soulignent qu'à l'heure actuelle, une petite élite concentre une grande partie de l'eau concédée dans le pays.

La Maison des peuples et communautés indigènes “Samir Flores Soberanes”²¹ nous a ouvert ses portes. L’Institut national des peuples indigènes est occupé par la communauté Otomi. Ce peuple autochtone a récupéré ce bâtiment le 12 octobre 2020 en argumentant que cette dépendance de l'état ne faisait rien pour les peuples autochtones du Mexique. Les Otomis viennent de Michoacán, de l'état de México, de Zacatecas et de Querétaro. Depuis une trentaine d'années, iels luttent pour avoir des logements dignes à Mexico. Ce bâtiment de six étages est désormais utilisé pour accueillir différentes luttes telle que l’Assemblée de l'eau, la rencontre des femmes autochtones, le Congrès national indigène, etc. Le gouvernement de la capitale a essayé de les faire fuir plusieurs fois, en utilisant la violence. Iels résistent et sont actuellement dans une période de transformation. La restructuration des zapatistes va se traduire dans la communauté, par l'organisation d'une école, d'une cantine, l'accueil de groupes qui passent par la ville, etc.

La Rotonde des Femmes en lutte²² est un espace de mémoire situé dans une avenue très connue. Auparavant, à cet endroit, il y avait un monument célébrant Christophe Collomb ; les Mères chercheuses l'ont enlevé et y exposent désormais les photos et noms des personnes « disparu·es ». Le gouvernement veut récupérer cet espace pour cacher cela.



En haut la femme violette qui remplace la statue de Christophe Collomb

Au Chiapas, à San Cristobal, les rencontres de décembre avec les Zapatistes ont donné lieu à diverses conférences animées par des historien·nes, des écrivain·es, des journalistes, des enseignant·es, sur différents sujets : le dérèglement climatique, le crime organisé au Mexique et spécifiquement au Chiapas, les droits humains, etc. Plus particulièrement au centre des droits humains Fray Bartolomé de las Casas (FrayBa²³), des échanges ont eu lieu avec plusieurs organisations de l'espace de coordination nationale, composé majoritairement des collectifs mexicains et aussi de deux états des Etats-Unis d'Amérique. Iels agissent pour répondre aux urgences exprimées par les zapatistes principalement, mais aussi en soutien à d'autres luttes du Congrès national indigène, voire plus largement. Un jeune syndicat de Tijuana est demandeur d'échanges et nous a fait part d'une invitation, en avril, pour une rencontre internationale.

²¹ Casa de los Pueblos y comunidades indígenas “Samir Flores Soberanes”.

²² La Rotonda de las Mujeres que Luchan.

²³ Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de las Casas.



Perspectives

Les camarades rencontré·es sont, tous et toutes, plein·es d'enthousiasme et de combativité. Pour animer un syndicat radical au Mexique, il faut avoir un certain courage : dès qu'ils représentent un danger pour le gouvernement ou pour le crime organisé en rapport avec le narcotrafic, les militant·es peuvent être kidnappé·es, torturé·es, « disparu·es » (dont le nombre ne cesse de croître).

La pauvreté est toujours très présente. Mais, pour la première fois, nombre de personnes âgées et de jeunes reçoivent des allocations. Cela joue en faveur du gouvernement. Pourtant, cet argent a été retiré des budgets de la santé, de l'éducation et autres secteurs où les besoins sont énormes.

La plupart des organisations militantes mexicaines s'accordent à dire que cette année 2026 apportera davantage de défis et probablement davantage de répression. Elles vont dénoncer les grands problèmes auxquels ce pays est confronté et boycotter la Coupe du monde de football si le gouvernement ne satisfait pas au minimum leurs revendications les plus importantes. La CNTE l'a déjà annoncé.

